

« La contre-attaque s’articule de façon associative, d’entraide, de solidarité »

Sonia Chikh (Les engraineurs)

Entretien avec Sonia Chikh, recueilli par Birgit Mennel et Stefan Nowotny

Parlons d’abord du nom de l’association dont tu fais partie, Les Engraineurs, puisqu’il semble qu’il y ait là une certaine ambiguïté. Alors, pourrais-tu nous expliquer la signification de ce nom ? Ou tout simplement, qui sont Les Engraineurs, et qu’est-ce que vous engrainez ?

Les Engraineurs, ça vient de l’expression argotique « engrainer », et engrainer, ça peut être soit positif soit négatif : ça peut être « engrainer à faire quelque chose », c’est-à-dire, si on donne une définition en français, « faire-avec ... un groupe des personnes », ou bien « pousser une personne à faire des choses soit dans le bon sens, soit dans le mauvais sens ». Et Les Engraineurs, en fait, c’est issu d’une expérience avec un groupe de jeunes qu’un prof de français a « engrainé », si vous voulez qu’on reprenne le mot : il les a poussé à écrire un scénario, il les a poussé à faire du cinéma, et eux, ils sont entrés dans cette spirale du cinéma, ça leur a donné envie, et donc une structure s’est créée : c’était Les Engraineurs.

Pour revenir au double sens d’engraineur, « engrainer », c’est aussi ce qu’on fait avec la graine qu’on plante, qu’on va semer, et du coup, ça veut dire qu’il y a plein de pousses qui vont arriver, surtout pour le plus petits. Donc, il y a ces deux sens-là.

Nous travaillons beaucoup avec des adolescents issus des quartiers populaires, et aussi avec des adultes et des personnes âgées, ça nous arrive. On fait fictions, documentaires, reportages ... Mais le but premier, c’est de pouvoir permettre à des gens d’exprimer un point de vue, une opinion, à travers un outil qui est l’audiovisuelle. Ça pourrait être la danse, la musique, le dessin, et là, c’est tombé sur la vidéo.

Quelle est la tâche, ou l’importance, de la production l’audiovisuel dans ce qu’on appelle les « banlieues françaises », c’est-à-dire en milieu péri-urbaine ?

L’importance, c’est de s’emparer du média qu’est l’audiovisuel. C’est très important parce que les banlieues sont stigmatisées, on les montre d’une certaine manière quand on les filme, et là, c’est de dire : mais nous, on vit dedans, on est à l’intérieure, on a notre vision des choses, on sait comment ça se passe, et on va vous le montrer autrement. Sans forcément mettre de côté les points négatifs. Mais c’est-à-dire que l’on ne va pas montrer uniquement la voiture qui crame etc., parce qu’il n’y a pas que ça. Il y a aussi des gens qui font des choses positives. Et je pense que c’est intéressant aussi de montrer ça, parce que les grands médias ne le font pas.

Est-ce que tu peux nous raconter un peu plus sur les modes de production et de collaboration ?

Les productions des Engraineurs se font via des subventions publiques, venant de l’État, soit de la région, soit de la municipalité. Enfin, la production c’est aussi l’argent qui arrive pour faire des films – on est bien d’accord sur ça ? Et donc, nos films sont produits à partir de ces subventions-là. Après, nous pouvons aussi être à même de créer des projets qui ne sont pas financés. Là, il s’agit de l’autofinancement, c’est complètement autre chose; pour pouvoir récolter de l’argent, on va faire face à préparer de la vente, par exemple de boissons ou de choses comme ça, donc des actions bien particulières, même de la vente des DVD d’un film qu’on a pu faire.

Mais vous vouliez savoir comment on les fabrique, ces films, en fait ...

... oui, et comment fonctionne la collaboration entre les jeunes et les membres de l'association : il y a quand même différentes personnes qui semblent accomplir de différentes fonctions bien spécifiques, ceux qui apportent des idées et d'autres qui ont l'expertise ou le savoir-faire spécifique pour le montage, par exemple.

Ah oui, il y a des gens qui sont spécialisés selon les postes qui sont en place dans la structure. Donc on a une administratrice qui va gérer tous les dossiers de subventions, on a tous les animateurs qui vont être là pour animer les écritures en collectif, c'est-à-dire qu'ils vont être porte-parole de la structure dans un atelier et qu'ils vont animer et diriger l'atelier. Après on a tout ce qui est technique : effectivement, il y a le monteur, il y a le cadreur, il y a l'ingénieur du son qui va venir. Toutes ces personnes ne sont pas forcément rémunérées par la structure, elles viennent aussi à titre du bénévolat. Et du coup, ça pose de difficultés parce qu'elles ne sont pas forcément tout le temps libre, et du coup on est obligé de se débrouiller un peu tout seul des fois.

Ça veut dire que les personnes qui dirigent les ateliers d'écriture font partie de l'association tandis que les cadreurs, les techniciens ne le font pas nécessairement ?

Ça dépend, parce qu'il y a des gens de l'association qui ont été formés au fur et à mesure du temps, donc de façon non institutionnelle, ils ne sont pas allés dans une école pour avoir un diplôme à la fin. Certes, tous ces techniciens ont apporté leur savoir-faire et l'ont transmis au gens. Et du coup, il y a une formation qui s'est faite à l'intérieur de la structure et une autonomie qui s'est créée – et il y a une retransmission des savoir-faire aussi qui s'est faite.

Vous êtes donc tout un réseau ?

Voilà, en fait, on est tous polyvalent. Moi, par exemple, je suis capable de monter un film, comme je suis capable de créer un dossier de subvention; et je suis capable aussi d'animer un atelier d'écriture. Après, on peut faire des choix et dire : moi, je préfère ne pas faire de montage et être derrière le cadre, je préfère juste animer ; mais vu les forces qu'on a, il nous a paru important que les gens aient un minimum de formation pour pouvoir mener un projet à bien si l'on n'a pas effectivement ces gens qui viennent en bénévolat dans la structure.

En ce qui concerne les jeunes, ce ne sont pas les adolescents qui animent les ateliers. Nous, nous sommes les encadrants dans les ateliers, et comme c'est de collectif, les jeunes, ils animent mêmes les débats ou la thématique; mais il n'y a pas de jeunes qui viennent et qui animent un atelier comme ça. Ça se fait selon les projets. Par exemple, l'année dernière, on a eu un jeune qui travaillait sur un projet avec Musik à venir. Il y avait une scène, et il fallait la filmer et la retransmettre en directe. Et lui, il était à l'initiative de ça, et donc il coordonnait tout ça avec nous et l'autre association. Et c'est vachement valorisant parce que ça l'a forcé à écrire un projet, à réfléchir comment on organise une équipe, etc.

Moi-même, j'ai appris à faire tout ça avec l'association, mais ça a mis du temps. C'est depuis 2000 que je suis aux Engraineurs, j'ai eu le temps d'apprendre, le temps de planter, le temps de remonter sur ça, et puis de repartir. Et l'association a changé : il y a eu un changement de direction, donc à un moment donné les objectifs deviennent différents. Moi, je me reconnais plus dans ce qu'il y a maintenant, parce qu'au début, c'était bien ce qu'on a maintenant, mais puis, à un moment donné, il y a eu une période un peu plus floue où l'objet de l'association était utilisé comme quelque chose qui pouvait donner à certaines personnes accès aux grands médias ou leur aider à devenir un grand réalisateur ; or ce n'était pas ça, le but premier de la structure. Et donc, ça s'est transformé complètement et on a oublié que c'était de faire du social avant tout et que l'audiovisuel était un outil.

Tu as parlé de l'aspect de la stigmatisation des banlieues, et notamment des jeunes de banlieue. Dans quelle mesure vois-tu dans le travail des Engraineurs une contre-production audiovisuelle, une sorte de contre-articulation à partir de la banlieue qui s'oppose aux représentations de la banlieue dans les grands médias ?

Notre but est de montrer des choses qu'eux ne vont pas montrer. Vous avez vu certains films des Engraineurs : on va montrer la voiture qui crame, mais on ne va pas la montrer de la même manière. La façon de filmer, la façon d'aller interviewer les gens ou la façon de les mettre en scène dans un film, elle ne va pas être la même que sur TF1 ou France 2, on ne va pas être en cliché. C'est-à-dire, on essaye aussi de faire sortir les gens de l'image dans laquelle eux aussi se sont finalement inscrits, parce qu'on leur a mis une étiquette et ils se sont aussi un peu rentrés dedans. Et là, il s'agit de dire : mais non, ce n'est pas parce que tu as cette étiquette-là que tu dois jouer ce rôle-là. Donc, on a ce rôle aussi qui est important ; et en même temps, il y a des jeunes qui ne sont pas du tout dans ça, qui sont dans autre chose et qui ont envie justement de montrer autre chose.

N'y a-t-il pas aussi beaucoup de mal-représentations dans ce qui est montré dans les grands médias ? N'y a-t-il pas là aussi un problème central : concernant moins les aspects de la vie en banlieue qui ne sont pas montrés, mais les aspects mal représentés ?

Oui, par exemple, la violence est super mal représentée parce que, tout de suite, les images qu'on a, ce sont des images comme si c'était la guerre, alors que ça ne l'est pas. Et en même temps, cette violence n'est pas anodine, elle n'arrive pas comme ça, c'est-à-dire que c'est quelque chose qui gonfle, qui gonfle, qui gonfle, qui gonfle – et à un moment donné, qui éclate. Et après, il y a des faits divers, effectivement, où ... mais ça se passe même dans un village où il y a un mec qui va tirer sur un autre mec parce que lui, il a volé de son champ de patates ; et là, c'est un mec qui tire sur un autre parce qu'il lui a volé son scooter. On est face à des cas qui sont typiques sauf que la banlieue permet, en tout cas aux politiciens, de stigmatiser de tels gens, de faire peur à la population en disant « voilà, ces personnes-là, elles font peur, elles sont dangereuses etc. etc. ». Il y a aussi un message politique derrière. Donc, on casse la solidarité qui pourrait exister entre différents milieux. Et je parle des villages parce que les villages, pour moi, ils sont comme les banlieues : ils sont exclus de tout, il n'y a plus de services publics comme la poste, les médecins sont très loin, etc. Et voilà, c'est un peu comme en banlieue, où l'on se retrouve un peu tout seul. On va dire « Ah, les villages françaises, c'est très bien, mais les banlieues françaises, elles nous craignent plus » – sauf que ça craigne aussi dans les villages français parce que, sans ces services-là, ça devient super dangereux, parce que le mec qui habite dans son champ, qui ne sort pas, qui n'a pas un accès à la culture, qui n'a pas un accès aux médias et aux choses comme ça – je suis désolée, mais il n'a pas forcément une ouverture d'esprit pour s'intégrer dans la société.

Quel est le rôle, dans ce contexte, des émeutes de l'automne 2005 ? Peut-on dire que des choses ont changé ? Et est-ce qu'il y a eu des changements au niveau des tactiques et des stratégies – après non seulement les événements, mais aussi les représentations ?

Non, les choses n'ont pas changés, justement, elles se sont renforcées, elles se sont accentuées. Finalement, ce que ça a changé sur un plan politique, c'est de dire : « Il faut calmer les jeux, donc comment on va faire ? On va balancer une enveloppe, et l'enveloppe, elle va servir à remettre en norme les logements, qui peuvent exister. » Mais tant qu'on ne règle pas les problèmes économiques, c'est-à-dire de chômage, et les problèmes sociaux et culturelles, de choc de culture, même d'accès à l'écriture et à la lecture, pour moi, c'est comme si tu mettais une poubelle dans un super appartement, tout propre, tout beau. Ben, vous voyez, on est dans ça, en fait. Et du coup, tu peux faire du beau, mais si ce qui est à l'intérieur est mauvais, ça ne va pas changer le truc. Et donc, ils sont partis dans ce dynamique – sans se dire que, derrière, il y avait peut-être réellement un truc vachement plus important. Je sais que l'habitat social est important, mais que les gens aient un accès au travail, un accès à la lecture, à l'écriture, à la culture, qu'ils puissent s'échanger et qu'ils ne soient pas aussi replié en communauté ne l'est pas moins. Tout ça a aussi créé du communautarisme, et du coup, une non-ouverture aux choses qui existent en France. On accentue, on renforce bien les frontières en disant :

« vous, vous êtes là, nous, on est là, et il n'y a pas de moyen, il n'y a pas de passerelle, il n'y a rien du tout ». Pour moi, c'est ça, en tout cas. 2005 n'a rien changé en soi.

Et ce n'est pas un point de référence ?

Non, pour moi, ce n'est pas une référence. Ça a été un moment un peu chaud, mais moi, en fait, ce que j'espérais par rapport à 2005, c'était une prise de conscience de ces populations populaires qui, à un moment donné, se positionnent politiquement, qui descendent dans la rue, et qui manifestent un droit à pouvoir accéder à un emploi correct, à pouvoir être traités comme des gens normaux et non pas comme des gens qu'on a mis dans des espèces de cages HLM et qu'on vient solliciter quand il y a des élections – et après les résultats, on s'en tape un petit peu. Et pour moi, le fait que ça ne se réveille pas dans ce sens-là, ça m'énerve, ça m'agace, parce que je pense qu'on est quand même nombreux, et donc ça pourrait avoir une incidence dans les décisions prises par les politiques.

Dans quel mesure l'automne 2005 a-t-il quand même provoqué des discussions ou mené à une intensification des discussions ? Ou on se disait plutôt « Pourquoi, tout d'un coup, ce gros bruit dans les grands médias ? »

Il y a eu ces débats-là, il y a eu ces questions-là, mais ils sont venus de certaines personnes qui le font tout le temps, toute la nuit, tous les jours. Et on les a plus eu à cette période-là. Mais moi, je l'ai vu comme un espèce de grand jeu : qui va se montrer le premier et qui va toucher l'opinion le plus vite possible, et par quelle moyen ? Or, est-ce qu'il y a eu des grands débats publics, nationales sur la question des médias, sur la question comment on traite les banlieues, sur la question aussi de la police qui course des jeunes ? Ces questions-là, elles ont été abordées de façon très reculée, et on a endormi les gens en leur montrant des images de feu, avec des poubelles qui brulaient et avec des policiers qui sont comme s'ils étaient à la guerre, et derrière, un groupe de gens des médias qui sont en train de filmer et qui, eux aussi, sont caillassés. Voilà ce qu'on a montré. Et du coup, je pense que derrière il y avait une réflexion qui aurait dû naître : une réflexion sur la question policière, sur la question s'il faut courser un jeune en scooter qui n'a pas de casque ? Des jeunes qui font une connerie et qui se retrouvent dans un centre électrique, ça me paraît quand même un truc de dingue. Et ce sont des questions qui n'étaient pas abordées parce que ça aurait signifié : remettre en cause la police nationale, c'est-à-dire, remettre en cause l'État, et en même temps – reconnaître une faute. Il y a des policiers qui ont fait ça et dont certains ont été punis et d'autres relaxés. C'est une insulte comme après, ça a été trois minutes, trois secondes dans le journal de télé. Alors, non il n'y a pas eu de réels débats, ou de temps et de positionnements pour discuter de ces questions.

On a beaucoup parlé des aspects « contre », pour ainsi dire, la nécessité de contre-articulations, par exemple, ou celle de contre-représentations vis-à-vis les grands médias, vis-à-vis la grande politique. Qu'est-ce qui se passe en deçà de ce « contre » ?

Ça s'organise sous différentes formes. Nous, on a fait une association dans laquelle on propose une activité, donc le fait de pouvoir, à un moment donné, donner son point de vue sur la réalité actuelle, sur des questions qui sont médiatisées maintenant. Et après, il y en a d'autres qui le font à travers la musique, à travers le chant. Par exemple, Musik à venir avec Abdoullah.^[1] Les thématiques qu'ils abordent dans leurs chants, ils posent des questions sur la société et sur des thèmes généraux, non pas que sur la banlieue : ça peut être l'écologie, ça peut être Tahiti, ça peut être la fin dans le monde, les catastrophes naturelles. Ils abordent aussi tous ces thèmes-là parce qu'ils sont concernés ; ce sont des adultes de demain, et le monde qu'on va leur proposer – il fait quand-même un peu flipper. La contre-attaque, elle s'articule donc de façon associative, d'entraide, de solidarité. Mais il n'y a pas de grands réseaux qui vont permettre de diffuser cette parole à part les médias actuels ; il y a des gens qui arrivent, des gens qui sont connus et qui font passer aussi un certain message, mais ce n'est pas encore assez.

Comment tu vois le rôle, pour votre travail, de la « situation postcoloniale » ou des histoires de migration ? Nous posons cette question parce que, certes, ces thèmes sont bien présents dans les films des Engraineurs, mais ils ne semblent tout de même pas figurer au premier plan ou constituer des sujets majeurs.

Si tu veux, pour nous, la migration, c'est nos parents, c'est nos grand-parents. Je pense qu'on en a une image sans s'en rendre compte, donc on ne va pas insister dessus. Et c'est un choix aussi des Engraineurs, je pense, de ne pas dire « voilà la femme algérienne ou la femme marocaine ». Mais en même temps, on a nos propres jugements par rapport à ça, par rapport à toutes les migrations qu'il y a eu pour des raisons diverses, liées à la Seconde Guerre Mondiale, à la main-d'œuvre qu'il a fallu trouver à un moment donné, et à des peuples qu'on a exploité à fond. Et de plus, il y a une non-histoire, une histoire qui n'est pas reconnue en France : on n'apprend pas aux jeunes, dans les livres scolaires, la guerre d'Algérie, et de même avec le colonialisme en Afrique – on va parler des esclaves, mais on ne va pas parler de ce qui s'est réellement passé, on ne va pas en parler plus en profondeur. Et du coup, je pense que pour certaines personnes, en tout cas pour moi, c'est comme si l'on avait fait main basse sur ça, et ce n'était pas grave. Or, si nos parents et nos grand-parents sont là aujourd'hui, c'est qu'une histoire est derrière. Et la reconnaissance de cette histoire est importante, elle permet aux gens de faire un deuil de ce qui a pu se passer, et de peut-être aussi faire la paix ... en tout cas, par rapport à ça.

Et pourtant, dans les films des Engraineurs, il y a aussi beaucoup d'humour. Quelle est l'importance de cet humour, ou encore peut-être de ruses qui peuvent aider pour mieux se débrouiller, pour pouvoir non seulement lutter contre les différentes autorités (étatiques, mais aussi familiales), mais leur rire dans la face ?

Mais oui, effectivement, c'est ça : on traite la problématique sous un angle comique pour ne pas, justement, rentrer dans des discours qui peuvent être pesants et pour ne pas seulement sortir la même phrase qu'on a déjà entendu sur les banlieues. Et pour le gens qui font ça, c'est aussi une analyse d'eux-mêmes, une remise en question. Faire passer les choses par l'humour, je pense que ça passe plus facilement que par un discours bien cadré et que ça permet aussi ... – que ça ne fasse pas trop de violence à soi-même, surtout pour les gens qui font ça. Et c'est de dire, voilà, nous, on n'est pas méchant, finalement. On peut aussi rire de nous, et on peut rire de vous, il n'y a pas de problème. À un moment donné, il faut juste qu'on se mette un peu sur le même chemin, même si c'est un peu compliqué parfois.

Sonia Chikh est membre de l'association Les Engraineurs basée à Pantin (Seine-Saint-Denis) dans la cité des Courtilières. Cette association organise depuis 1998 des ateliers d'écriture et de réalisation audiovisuelle auxquels participent des jeunes de 12 à 25 ans. Pour plus d'information voir le site web : <http://les-engraineurs.org/>.

[1] Cf. l'entretien avec Abdoullah Bensaïd dans cette même édition de *transversal*.